

Héritage colonial : Quand Amnesty International endosse l'industrie du sexe, ce sont les femmes autochtones et de couleur qui paient la note

dimanche 7 août 2016, par [SMILEY Cherry](#) (Date de rédaction antérieure : 16 juin 2016).

Le projet d'une décriminalisation complète de l'industrie de la prostitution a le vent en poupe ces derniers temps. Le 5 mai, le *New York Times* demandait ingénument « La prostitution devrait-elle être un crime ? » [1] Et le 26 mai, Amnesty International recommandait officiellement la décriminalisation totale des véritables agents de la prostitution : tenanciers de bordels, proxénètes, entremetteurs et acheteurs de sexe [2].

Or, ni l'article du *NYT* (signé Emily Bazelon) ni la position d'Amnesty sur ce qu'elles nomment le « travail du sexe » pour le banaliser et l'« assainir » ne prennent réellement en compte la façon dont la prostitution fonctionne comme un système colonial qui cible de façon disproportionnée les femmes et les filles autochtones. Ces politiques et positions véhiculent un portrait faussement rassurant [3], qui laisse les femmes et les filles autochtones, ainsi que nos sœurs de couleur, aux prises avec les conséquences de ce déni.

Aujourd'hui, grâce au travail soutenu de femmes et d'hommes autochtones, de plus en plus de gens et d'organisations reconnaissent l'importance du territoire pour la survie, pour les cultures et le bien-être des peuples autochtones. Ils et elles ont constaté les nombreuses façons dont le colonialisme perturbe violemment ces liens. Lentement, les non-Autochtones commencent à comprendre le concept de « territoires non cédés » et à reconnaître l'exploitation des terres et des « ressources » qui ont été arrachées au soin que leur portent les populations autochtones.

Les colonisateurs mâles étaient des voleurs qui ont pris ce qui ne leur appartenait pas, convaincus qu'ils y avaient droit. Mais cette prérogative ne s'est pas limitée à des terres : ces hommes ont décidé qu'ils avaient également droit aux corps des femmes et des filles autochtones. Des études [4] effectuées par Melissa Farley, Jacqueline Lynne, et Ann Cotton ont révélé que les femmes et les filles autochtones au Canada ont d'abord été prostituées dans le contexte des premiers forts et bases militaires, et comme « épouses de terrain » des commerçants de fourrures blancs. Si les femmes et les filles autochtones ont été ciblées pour la prostitution, c'est en partie à cause des mensonges racontés à leur sujet : on en a fait un portrait de « squaws », de « sauvagesses », toujours assoiffées de rapports sexuels avec les Blancs. De fait, avant l'invasion de l'Amérique du Nord, la prostitution n'existait pas parmi les nations autochtones que j'ai côtoyées : cette institution a été imposée aux femmes et aux filles autochtones par les colons. L'appropriation des territoires se poursuit aujourd'hui alors que des non-Autochtones vivent sur des terres autochtones et les exploitent. Et l'appropriation des corps se poursuit par les niveaux critiques de violence masculine imposée aux femmes et aux filles autochtones.

Dans son article, Emily Bazelon cite Liesl Gertholtz, directrice générale de la Division des droits des femmes chez Human Rights Watch (HRW), une autre organisation qui revendique la

décriminalisation totale du système prostitutionnel :

« On parle souvent de femmes qui disposent de choix extrêmement limités. Aimerais-je vivre dans un monde où personne n'est forcée à se livrer au travail du sexe ? Absolument. Mais ce n'est pas le cas. Alors je veux vivre dans un monde où les femmes le font en grande partie volontairement, de manière sécuritaire. »

Gerntholtz et HRW ont apparemment conclu qu'il est impossible d'imaginer un monde sans prostitution et, ce faisant, elles tirent un trait sur les réalités historiques des Autochtones et adressent aux femmes et aux filles autochtones le message que leurs vies ne valent pas la peine d'être défendues. HRW réaffirme ainsi le mythe raciste que les femmes et les filles autochtones (et de couleur) autochtones consentent davantage que les Blanches à se prostituer par désir de rapports sexuels avec des hommes blancs. Faute de reconnaître et de combattre les inégalités racistes, sexistes et capitalistes qui canalisent les femmes et les filles dans la prostitution et faute de lutter contre les prérogatives masculines, ce procès d'intention raciste demeure notre seule réponse collective à la surreprésentation des femmes et des filles autochtones dans l'industrie du sexe. Est-ce le mensonge que nous voulons continuer à adresser aux femmes et aux filles autochtones et le message que nous voulons envoyer aux hommes qui les achètent et les vendent ? Malheureusement, Bazelon et HRW ne peuvent pas (ou ne veulent pas) tenir tête aux prérogatives masculines. Au lieu de cela, elles disent aux femmes et aux filles qu'elles doivent simplement trouver de meilleures façons, « plus sécuritaires », de s'adapter au droit incontesté d'accès des hommes à nos corps.

Les messages reçus dès mon enfance comme fille étaient destinés à me rendre la vie « plus sécuritaire » : ne pas parler aux étrangers, ne pas marcher seule la nuit, ne pas porter de jupes courtes. Ces avertissements (toujours adressés aux filles et aux femmes) visent à limiter nos mouvements et nos gestes au nom de la « sécurité ». Mais où sont les messages adressés aux garçons et aux hommes pour les dissuader de violer ? Où sont les messages disant aux hommes et aux garçons qu'ils ne sont pas autorisés à avoir des rapports sexuels chaque fois qu'ils en veulent, dans n'importe quelle condition et avec qui ils veulent ? Où est la contestation du droit des hommes à s'approprier des corps et des territoires ?

Nous voyons partout de tels exemples de prérogatives masculines. Le cas récent du violeur arrêté sur le campus de l'université Stanford, Brock Turner [5], en est une illustration parfaite. La sentence minimale reçue pour son agression, ainsi que la défense de ces actes, leur minimisation et leur déni par son père et par d'autres intervenants, sont autant d'illustrations de la culture du viol : une série d'attitudes qui permet, tolère et même célèbre le viol des femmes et des filles par des hommes. Cette culture affecte l'ensemble des femmes et des filles, mais particulièrement les femmes autochtones et de couleur, ce qui amène à se demander si Turner aurait même été accusé ou reconnu coupable dans le cas où sa victime avait été d'origine autochtone ou de couleur.

À observer de tels procès, les femmes autochtones et de couleur constatent que si même une femme dotée du privilège blanc subit un traitement aussi horrible suite à son agression sexuelle, elles ont raison de se demander : « Si cela arrive à une femme possédant un certain niveau de privilège, comment nous traitera-t-on ? » Quelle que soit l'origine raciale de la victime, il est clair que ce qu'éprouvent toutes les femmes victimes d'agression sexuelle, et il est clair que les façons dont nos vies sont balisées par la violence masculine ou par sa menace, sont une conséquence directe de la culture patriarcale dans laquelle nous vivons.

Turner a violé une femme parce qu'il se sentait en droit de s'approprier son corps. Cette prérogative masculine est un fondement de la culture du viol, mais beaucoup de ceux et celles qui se prétendent critiques de la culture du viol soutiennent néanmoins une décriminalisation entière des macs et des acheteurs de sexe, omettant ainsi de reconnaître que la prérogative masculine qui fonde la culture

du viol est également celle qui alimente l'industrie du sexe.

Amnesty International affirme que leur nouvelle politique « ne prétend pas qu'il existe un droit fondamental d'acheter des services sexuels ou de bénéficier financièrement de la vente de services sexuels par autrui ». Mais ce dont l'organisation ne semble pas se rendre compte, c'est qu'en l'absence de conséquences réelles pour les actes des macs et des acheteurs, leur politique donne le feu vert à ces actes et les justifie. Par ce choix, Amnesty International naturalise les prérogatives masculines d'exploitation des personnes (et des territoires) en refusant de les reconnaître comme élément fondateur du patriarcat, du racisme et du capitalisme et en refusant de les contester en conséquence.

Pour être parfaitement claire, ce que je critique est le système de la prostitution, et non les femmes et les filles qui sont présentement dans la prostitution. De la même manière que je dénonce à l'horrible système canadien des pensionnats autochtones [6] mais sans critiquer les survivant.e.s de ces pensionnats, et je critique la culture du viol sans blâmer les femmes et les filles qui ont subi des viols. Il n'y a pas de honte à se livrer à la prostitution ; les femmes et les filles autochtones ont été ciblées pour la prostitution depuis l'invasion du Canada par les hommes blancs. Le fait que les femmes et les filles autochtones réussissent à survivre dans une culture génocidaire qui nous hait et déteste toutes les femmes est rien de moins qu'une victoire. Cependant, nous méritons plus que cette survie : nous méritons des vies joyeuses et épanouissantes, exemptes de violence masculine ou de sa menace. Nous méritons de nous livrer aux actes sexuels de notre choix, avec des partenaires que nous choisissons, qui considèrent notre humanité et notre jouissance, sans les asservir à quelque forme de menace ou de contrainte, économique ou autre. Il est évident que toutes les personnes qui vendent leur activité sexuelle devraient être décriminalisées et que toutes les femmes et les filles devraient avoir accès aux ressources dont nous avons besoin pour construire ces vies joyeuses et épanouissantes, par exemple, des logements sûrs à coût abordable, des aliments nutritifs et de l'eau potable, l'accès à des possibilités d'instruction et d'emploi, et la reconnaissance de nos droits à nos terres, nos langues et nos cultures. Je ne juge pas celles qui se retrouvent à vendre du sexe, mais je me prononce sans hésiter sur les hommes qui choisissent de payer ou de tirer profit de l'exploitation sexuelle de femmes et de filles, dont la vaste majorité sont aujourd'hui pauvres, autochtones ou de couleur. Au Canada, aujourd'hui, les filles sont sexualisées dès un très jeune âge et les femmes ne gagnent encore que 72 pour cent de ce que gagnent les hommes pour un travail semblable ; n'allons pas prétendre que les filles entrent dans la vie sur un pied d'égalité.

J'ai lu beaucoup d'éloges en ligne pour l'article de Bazelon et la nouvelle politique d'Amnesty International, et, malheureusement, cet étalage d'appuis ne m'étonne guère. Lorsque le statu quo (celui des prérogatives masculines) n'est pas remis en cause, sa célébration est à prévoir. Je suis certaine que beaucoup de prostitueurs et de macs ont applaudi l'article de Bazelon et la nouvelle politique d'Amnesty sur le « travail du sexe ».

Un certain nombre de personnes et d'organisations bien intentionnées décrivent les rapports de HRW et Amnesty International sur les violences infligées aux femmes et aux filles autochtones au Canada comme des recherches importantes sur cette question. Cependant, en raison de la position qu'adoptent ces organisations en matière de prostitution, il est évident pour moi que ni l'une ni l'autre ne comprend le colonialisme et ses conséquences continues sur la vie des femmes et des filles autochtones. Human Rights Watch, Amnesty International et Emily Bazelon échouent à comprendre que, à un niveau fondamental, les prérogatives masculines blanches d'accès sur demande à des corps et à des territoires sont nuisibles et parfois mortelles, et que ces prérogatives masculines blanches à des corps et à des territoires doivent toujours être contestées. La prostitution est la colonisation des corps, et c'est une expression fondamentale du patriarcat, du racisme et du capitalisme. Nous parlons ici d'une domination et d'un contrôle basés sur l'argent, la blancheur et la virilité.

Je suggère que des auteur.e.s comme Madame Bazelon se renseignent plus avant sur le colonialisme et son sens avant de publier d'autres écrits sur ces questions, et que HRW et Amnesty International s'abstiennent de commenter toute question de violence masculine contre les femmes et les filles autochtones au Canada jusqu'à ce que ces organisations soient prêtes à prendre position contre le droit des hommes aux corps et aux territoires de ces femmes.

Ces positions et arguments sont contradictoires et ne peuvent être conciliés pour réclamer, d'une part, une fin à la violence contre les femmes et les filles autochtones et, d'autre part, un droit pour les proxénètes et les prostitueurs de vendre et d'acheter impunément des femmes autochtones. Les femmes et les filles autochtones n'ont pas besoin de soi-disant « alliés » qui refusent de remettre en cause le colonialisme au Canada et les idéologies coloniales qui les habitent.

Cherry Smiley

P.-S.

*

<https://tradfem.wordpress.com/2016/07/01/quand-amnesty-international-endosse-lindustrie-du-sexe-c-e-sont-les-femmes-autochtones-et-de-couleur-qui-paient-la-note-par-cherry-smiley/>

Traduction : Tradfem

* Cherry Smiley est une militante féministe et artiste des nations Thompson et Navajo. Elle est cofondatrice de l'organisation Femmes autochtones contre l'industrie du sexe et a reçu, entre autres distinctions, le Prix du Gouverneur général 2013 en commémoration de l'affaire « personne ». C'est une des Boursières Trudeau 2016. On peut la suivre sur Twitter : @_cherrysmiley_

Notes

[1] <http://www.feministcurrent.com/2016/05/12/unethical-practices-produce-new-york-times-sex-work-story/>

[2] <https://www.amnesty.org/en/documents/pol30/4062/2016/en/>

[3] <http://verilymag.com/2016/04/new-york-magazine-prostitution-porn-feminism-news-1204>

[4] <http://www.prostitutionresearch.com/Farley%20et%20al%20Prostitution%20in%20Vancouver.pdf>

[5] <http://www.feministcurrent.com/2016/06/06/rape-culture-is-brock-turner-father-20-minutes-action/>

[6] <http://www.theglobeandmail.com/opinion/real-change-for-aboriginal-women-begins-with-the-end-of-prostitution/article22442349/>